

ouvriers sont-ils dans l'incertitude? Quiconque cherche à se renseigner entend presque invariablement déclarer que le Canada est devenu une grande nation commerciale, qu'une proportion de 30 à 35 p. 100 de tout ce qu'il produit est écoulée sur les marchés mondiaux, et qu'il est impossible de savoir d'avance ce qu'il adviendra de ces débouchés. Nous ignorons si les gens qui achètent de nous pourront continuer de le faire.

La Grande-Bretagne est devenue une grande nation commerciale vers la fin du dix-neuvième siècle et le commencement du vingtième. Si elle a pris ce rang, c'est qu'elle était disposée à vendre et à acheter. Ce n'est qu'en agissant ainsi que le Canada pourra, lui aussi, devenir une grande nation commerciale. Nous devons faire en sorte d'importer aussi bien que d'exporter.

Dans le discours qu'il a prononcé l'autre soir, le ministre de l'Agriculture a rappelé l'époque de Gladstone, alors que l'Angleterre était une grande nation commerciale. Cela se passait il y a soixante-dix ans. Aujourd'hui le monde s'est transformé et la situation de la Grande-Bretagne s'est grandement modifiée, surtout par suite de deux guerres mondiales. Lors du premier de ces conflits, la Grande-Bretagne a dû liquider certains des éléments d'actif qu'elle possédait dans le monde entier. Dans la seconde guerre, ce fut encore pis. Pendant les deux premières années et demie de la seconde grande guerre la Grande-Bretagne a été seule à défendre la démocratie dans le monde; elle a liquidé tous les éléments d'actif qu'elle possédait dans le monde, afin de pouvoir livrer la guerre jusqu'à l'entrée en lice des États-Unis et l'établissement du prêt-location. Qu'est-il arrivé à la fin de la guerre? Trois mois à peine s'étaient écoulés que le prêt-location cessait d'être appliqué. Les États-Unis ont été les premiers à l'abandonner, et nous nous sommes empressés de suivre leur exemple. Qu'est-il alors arrivé? Trois ou quatre mois plus tard nous nous sommes rendus compte de l'absurdité de cette décision, et nous avons constaté qu'il nous serait impossible d'écouler nos produits. Nous avons donc consenti un prêt à la Grande-Bretagne. Les États-Unis lui ont prêté 3,750 millions de dollars et le Canada 1,250 millions. Immédiatement après, les États-Unis ont supprimé les régies si bien que du jour au lendemain le prêt a perdu 40 p. 100 de sa valeur, c'est-à-dire que la puissance d'achat de la Grande-Bretagne a été réduite d'autant. Nous avons emboîté le pas de sorte que presque immédiatement chaque dollar prêté à la Grande-Bretagne ne valait plus que 70c.

Puis, notre propre réserve de devises étrangères étant devenue insuffisante, nous avons immobilisé une part de 225 millions de notre prêt, aggravant ainsi la situation de la Grande-Bretagne. Par la suite, on a inauguré le plan Marshall, appelé communément le plan de redressement européen. Nous expédions encore en Europe de grandes quantités de denrées par l'entremise de l'Administration de coopération économique. On semble oublier cependant qu'une guerre ne se termine pas le jour où cessent les hostilités. Une guerre n'est vraiment finie que lorsqu'on a réparé les dommages qu'elle a causés. Plus tôt les gens s'en rendront compte, mieux cela vaudra. Peu importe qui gagne la guerre; tout le monde doit en payer le coût.

C'est comme si une partie de la population d'une île habitait la ville et l'autre la campagne. Les citoyens, mécontents des campagnards, décident d'aller les châtier. Ils partent donc à leur poursuite, mettent le feu à quelques étables, tuent des animaux et reviennent chez eux se disant qu'ils ont donné une bonne leçon aux paysans. Le lendemain, le laitier ne se montre pas. Donc, ni lait ni œufs. On nous dit que l'unique moyen de nous en procurer est d'aller traire les vaches, nourrir les poules et cueillir les œufs, pendant que le cultivateur est à l'hôpital. Il nous faut ensuite livrer ces produits à la ville.

La même chose se passe en Europe. Deux guerres ont ravagé l'Europe et, tant que ce continent ne se sera pas relevé, tant qu'il n'aura pas recommencé à produire, nous ne pourrons pas commercer avec la Grande-Bretagne ou les pays du continent européen. Nous ne pourrons jouir de quelque prospérité au Canada que le jour où nous aurons remis l'Europe sur pied et établi avec elle des relations commerciales équitables.

A cause donc de deux guerres, la Grande-Bretagne ne possède pas les dollars vultueux pour acheter l'excédent du continent nord-américain. Mais, comme elle doit manger, elle conclut des accords avec ses voisins. A ce sujet, qu'il me soit permis de parler d'une question qui intéresse ma propre circonscription. Nous possédons une des meilleures régions agricoles de l'Ouest, au sol très fertile, mais elle est bornée d'un côté par une région boisée. C'est cette région au sol pauvre qu'ont tenté de défricher des gens chassés des villes pendant la crise des années 30. Nous qui habitons les régions les plus fertiles, jouissons de l'abondance. Nos greniers étaient pleins; nous avions des porcs et du bétail. Nous avions de tout, tandis qu'à quelques milles de là, nos voisins n'avaient que du bois de chauffage et de construction. Ils ont obtenu